



Affaires indiennes
et du Nord Canada

Indian and Northern
Affairs Canada

Canada

English

Contactez-nous Aide

Recherche

Site du Canada

Accueil

Nouveautés

Le Ministère

Des nouvelles

Carte du site

Bureaux
régionaux

Services
électroniques

Programmes
et services

Publications
et recherches

Art, culture et
histoire

Index A à Z

Communiqués de
presse

Art indien et inuit

Le Programme des
affaires du Nord

Emploi

Enseignement

Carrefour Jeunesse

Traités

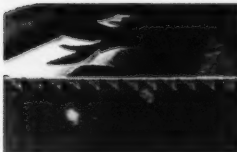
Inscription

Programmes

Services

SAEA

Développement
durable



Communiqué News Release

2-2851

LE MINISTRE PRENTICE ANNONCE LA NOMINATION DE L'AGENT DE LIAISON COMMUNAUTAIRE RESPONSABLE DE LA REVENDICATION DES MOHAWKS DE LA BAIE DE QUINTE

GATINEAU (QUÉBEC) (Le 22 mars 2007) - L'honorable Jim Prentice, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits, a annoncé aujourd'hui la nomination de Douglas Forbes à titre d'agent de liaison communautaire responsable de la revendication particulière de la collectivité des Mohawks de la baie de Quinte relativement à la parcelle de Culbertson. M. Forbes appuiera le travail de l'équipe fédérale de négociation, et à cette fin, il favorisera l'échange d'information avec le public sur l'évolution du processus de négociation de la revendication particulière.

« Le nouveau gouvernement du Canada s'est engagé à travailler avec les Mohawks de la baie de Quinte dans le but de régler leur revendication à la table de négociation, a indiqué le ministre Prentice. Nous continuerons de solliciter la contribution de la province, de la municipalité et des autres acteurs essentiels à mesure que les négociations progresseront. Le travail de M. Forbes sera déterminant pour la communication de l'information voulue et permettra d'assurer la prise en compte des préoccupations et des enjeux locaux dans le processus de négociation. »

Le ministre a également remercié son collègue du caucus, le député Daryl Kramp (Prince Edward-Hastings), qui a contribué de façon constructive au dossier : « Grâce à sa force de leadership, Daryl aide à maintenir le calme et de bonnes relations dans la collectivité. Je le remercie chaleureusement de son travail soutenu. »

Selon la Première nation, les quelque 827 acres de terre, qui forment ce qu'on a appelé la parcelle de Culbertson, ont été aliénés de façon illégale en 1837. Le gouvernement du Canada a accepté la revendication des Mohawks de la baie de Quinte en novembre 2003, conformément à sa politique sur les revendications particulières. Le 9 janvier 2007, le ministre Prentice a nommé Sean Kennedy à titre de négociateur fédéral en chef, et il l'a chargé de travailler à la résolution de la revendication.

Le gouvernement du Canada est résolu à respecter ses obligations légales envers les Premières nations, ce qu'il fera en réglant les griefs en suspens, au profit de toute la population canadienne. Le règlement des revendications n'entraînera aucune expropriation. Si des terres changent de propriétaire à la suite du règlement d'une revendication, les transactions ne

pourront qu'être le fruit d'une entente de gré à gré entre le vendeur et l'acheteur. Lorsque des revendications sont réglées, il en découle des retombées économiques pour les Premières nations et les collectivités.

Renseignements :

Cabinet du ministre
Deirdra McCracken
Attachée de presse
Cabinet de l'honorable Jim Prentice
819-997-0002

Relations avec les médias
Affaires indiennes et du Nord Canada
819-953-1160

Notice biographique - Douglas Forbes

Fiche d'information - Négociation de la revendication particulière visant le secteur Culbertson

Retournez à la liste des communiqués de presse

Révision : 2007-03-26
Création : 2007-03-23



haut de la page

Avis importants



Affaires indiennes
et du Nord Canada

Indian and Northern
Affairs Canada

Canada

English

Contactez-nous Aide

Recherche

Site du Canada

Accueil

Nouveautés

Le Ministère

Des nouvelles

Carte du site

Bureaux
régionaux

Services
électroniques

Programmes
et services

Publications
et recherches

Art, culture et
histoire

Notice biographique

Douglas Forbes

[Index A à Z](#)

[Communiqués de
presse](#)

[Art indien et inuit](#)

[Le Programme des
affaires du Nord](#)

[Emploi](#)

[Enseignement](#)

[Carrefour Jeunesse](#)

[Traités](#)

[Inscription](#)

[Programmes](#)

[Services](#)

[SAEA](#)

[Développement
durable](#)

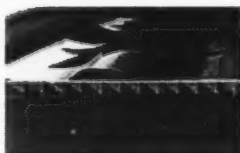
Douglas Forbes est entrepreneur et offre des services de consultation sur les dossiers autochtones. M. Forbes a travaillé dans la fonction publique pendant 30 ans, notamment à Affaires indiennes et du Nord Canada, où il a passé une importante partie de sa carrière et occupé différents postes. Il a été surintendant de l'éducation, analyste des politiques et directeur de district au centre des opérations du Ministère pour le sud de l'Ontario, à Brantford. À partir de 1997, et jusqu'à sa retraite de la fonction publique en 2004, il a assumé les fonctions de directeur général régional associé à Affaires indiennes et du Nord Canada.

M. Forbes a une vaste expérience de travail auprès des collectivités des Premières nations de tout l'Ontario, des communications avec le public au sujet des questions autochtones et des revendications territoriales ainsi que des activités de la Direction générale des revendications particulières d'Affaires indiennes et du Nord Canada. Il agit également, pour le Ministère, comme agent de liaison communautaire relativement à la revendication particulière de la Première nation de Caldwell, dans le sud-ouest de l'Ontario.

M. Forbes vit à Toronto (Ontario) avec son épouse, avec qui il a trois enfants.

[Retournez au communiqué de presse](#)

[Retournez à la liste des communiqués de presse](#)



Révision : 2007-03-26
Création : 2007-03-23



[haut de la page](#)

[Avis importants](#)

Affaires indiennes
et du Nord CanadaIndian and Northern
Affairs Canada

Canada

English

Contactez-nous Aide

Recherche

Site du Canada

Accueil

Nouveautés

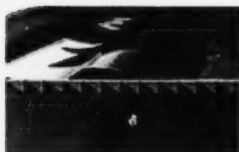
Le Ministère

Des nouvelles

Carte du site

Bureaux
régionauxServices
électroniquesProgrammes
et servicesPublications
et recherchesArt, culture et
histoire

Fiche d'information

[Index A à Z](#)[Communiqués de
presse](#)[Art indien et inuit](#)[Le Programme des
affaires du Nord](#)[Emploi](#)[Enseignement](#)[Carrefour Jeunesse](#)[Traités](#)[Inscription](#)[Programmes](#)[Services](#)[SAEA](#)[Développement
durable](#)

Négociation de la revendication particulière visant le secteur Culbertson

Au moyen de négociations, le gouvernement du Canada travaille avec les Mohawks de la baie de Quinte au règlement de la revendication particulière qui vise le secteur Culbertson. Cette revendication se fonde sur une transaction foncière conclue il y a environ 170 ans.

Rétrospective : bref historique

En 1793, en vertu de l'acte de Simcoe, la Couronne britannique a officiellement concédé à l'usage et au profit des Mohawks de la baie de Quinte une bande de terre qui longe la baie de Quinte. Une des dispositions de l'acte de Simcoe stipulait que ces terres ne pouvaient être cédées à la Couronne sans le consentement dûment exprimé par les Mohawks au moyen d'un vote tenu à l'échelle de la collectivité.

En 1837, la Couronne a remis à John Culbertson, le petit-fils et un héritier du capitaine John Deseronto (ancien chef mohawk), un acte de concession visant environ 827 acres de cette parcelle de terre. Avec le temps, des portions de ce territoire (appelé secteur Culbertson) ont été vendues à des tiers. Le secteur Culbertson se situe aujourd'hui au centre et à proximité de la ville de Deseronto et du canton de Tyendinaga, dans le sud-est de l'Ontario.

Dans leur revendication, les Mohawks de la baie de Quinte allèguent que l'acte de concession produit par la Couronne en 1837 n'était pas valide puisque les Mohawks n'avaient pas cédé les terres à la Couronne avant qu'elle les attribue à John Culbertson.

Vers un règlement négocié

Les Mohawks de la baie de Quinte ont soumis leur revendication particulière visant le secteur Culbertson au gouvernement du Canada en 1995. Le Canada a réalisé un examen historique et juridique approfondi de la revendication. Après cet examen, il a accepté en novembre 2003 la revendication de la Première nation en vertu de sa politique sur les revendications particulières.

Lorsqu'il négocie le règlement d'une revendication particulière avec une Première nation, le gouvernement du Canada représente les intérêts de tous les Canadiens. Comme dans le cas des négociations qui ont lieu partout au pays, une équipe fédérale de négociateurs chevronnés a été formée pour négocier un règlement avec les Mohawks de la baie de Quinte. Cette équipe est dirigée par Sean Kennedy, qui a été nommé au poste de négociateur en chef du gouvernement fédéral en janvier 2007. L'équipe

fédérale comptera sur l'appui d'un agent de liaison communautaire, Doug Forbes, qui facilitera l'échange d'information avec le public au sujet du processus de négociation en cours. M. Forbes se tiendra également à la disposition des tiers et des groupes intéressés afin de les informer sur le processus, de répondre à leurs questions et d'écouter leurs préoccupations.

Le gouvernement du Canada est déterminé à travailler avec les Mohawks de la baie de Quinte pour conclure un règlement juste et définitif qui correspond aux besoins et aux intérêts des deux parties. Tout au long des négociations, le gouvernement du Canada continuera de collaborer avec les gouvernements municipal et provincial et d'autres tiers importants.

Avantages que confère le règlement des revendications

Le gouvernement du Canada croit que le meilleur moyen de régler des revendications en souffrance n'est pas de recourir aux tribunaux, mais de négocier avec les Premières nations. Il en va de l'intérêt de tous les Canadiens, tant les Autochtones que les non-Autochtones, de régler de telles revendications à la satisfaction de tous. Les négociations produisent des solutions « gagnantes » qui concilient les droits de l'ensemble des Canadiens.

Le règlement des revendications territoriales ne peut donner lieu à l'expropriation de propriétés privées, auxquelles l'accès est par ailleurs assuré. Si des terres changent de propriétaire à la suite du règlement d'une revendication, les transactions ne pourront qu'être le fruit d'une entente de gré à gré entre le vendeur et l'acheteur.

Aussi bien les Canadiens autochtones que non autochtones bénéficient d'un règlement équitable des revendications particulières. En plus de redresser des injustices qui ont miné la confiance et la compréhension, les règlements sont porteurs d'espoir et de débouchés économiques pour les collectivités des Premières nations. Bien souvent, les Premières nations investissent les sommes qu'elles ont obtenues à l'issue d'un règlement dans des collectivités avoisinantes en lançant des initiatives de développement économique. Le règlement des revendications génère non seulement des retombées économiques pour les Premières nations et les collectivités locales, mais il confère en plus de la certitude aux Premières nations, au gouvernement, à l'industrie et aux Canadiens non autochtones. Les règlements négociés reposent sur l'équité, le respect et la conciliation. Ils ne visent pas seulement à réparer le passé, mais aussi à construire un avenir meilleur pour tous les Canadiens.

Faits saillants concernant les revendications particulières

- Les revendications particulières portent sur des obligations que le Canada n'a pas honorées aux termes de traités et d'ententes historiques, ou sur la façon dont il a disposé des fonds des Premières nations ou d'autres biens comme les terres en vertu de la *Loi sur les Indiens*.
- Le Canada a adopté sa politique sur les revendications particulières en 1973, ainsi qu'un processus et des fonds en vue du règlement de ces revendications par la négociation. Lorsque le gouvernement du Canada détermine qu'il a une obligation légale en souffrance à l'égard d'une Première nation, il accepte de négocier. S'il une telle obligation est établie, un règlement est négocié afin de fournir à la Première nation une juste indemnité qui réglera la revendication une fois pour toutes.

- Au 31 décembre 2006, plus de 480 revendications particulières avaient été réglées partout au pays, dont 277 règlements négociés. Ces règlements touchent environ 181 collectivités des Premières nations regroupant plus de 230 000 membres. Quelque 120 revendications particulières font actuellement l'objet de négociations.
- Conformément à la politique canadienne sur les revendications particulières, les intérêts des tiers doivent être pris en considération pendant le processus de négociation. Le Canada ne retire aucune terre privée pour régler des revendications, et les propriétaires ne sont pas appelés à vendre leur terre contre leur gré. Si une terre change de main à l'issue du règlement d'une revendication territoriale, il ne pourra s'agir que d'une transaction de gré à gré entre l'acheteur et le vendeur. Lorsqu'une Première nation demande au Canada d'accorder à des terres achetées le statut de réserve, sa demande doit satisfaire aux critères prévus à la politique canadienne sur les terres de réserve. Entre autres choses, cette politique veille à ce que l'accès aux propriétés privées ne soit pas compromis. La politique précise que toute municipalité voisine et la province concernée doivent être consultées afin de prendre en compte leurs préoccupations communes.
- Le Canada est déterminé à honorer ses obligations légales en souffrance envers les Premières nations et à régler les revendications non résolues au bénéfice de tous les Canadiens.

Mars 2007

[Retournez au communiqué de presse](#)

[Retournez à la liste des communiqués de presse](#)

Révision : 2007-03-26
Création : 2007-03-23


[haut de la page](#)

[Avis importants](#)